

## Des mandats d'arrêt internationaux contre une trentaine d'opposants burundais

PANA, 03 février 2016 Bujumbura, Burundi - Quelque 38 opposants en exil de divers horizons au régime en place au Burundi sont activement recherchés par des mandats d'arrêt internationaux pour leur rôle présumé actif dans les manifestations de rue des mois passés contre le troisième mandat d'ajournement du chef de l'Etat actuel, Pierre Nkurunziza et la tentative de putsch militaire manqué contre son régime qui s'en est suivie, apprend-on de source proche du Parquet général de la République à Bujumbura. Les principaux pays d'exil de ces opposants sont le Rwanda et la Belgique qui entretiennent de mauvais rapports conjoncturels avec le pouvoir en place au Burundi et se montrent peu pressés pour le moment d'exécuter les mandats d'arrêt internationaux.

Le Rwanda voisin est ouvertement accusé de fermer les yeux sur des entraînements paramilitaires dans les camps de réfugiés burundais pour ceux d'entre eux qui veulent revenir et stabiliser le pays d'origine. La Belgique est accusée d'utiliser les opposants à des "visées néocolonialistes" dans son ancienne colonie des Grands Lacs africains pour tenter de reprendre le contrôle et les intérêts. Selon le porte-parole de la Cour suprême, Mme Agnès Bangiricenge, à l'origine de la divulgation de la liste, mardi soir sur les antennes de la radio nationale (publique), parmi les politiciens les plus recherchés figurent, entre autres, les frondeurs du parti présidentiel contre le troisième mandat du chef de l'Etat burundais. Il s'agit notamment de Léonidas Hatungimana, un ancien porte-parole du Président Nkurunziza, Onésime Nduwimana, un ex-porte-parole du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir) et de Moïse Bucumi, un ancien ministre des Energies et des Mines au Burundi. Du côté de l'opposition dite "radicale", ceux qui ont maille à partir avec la justice internationale sont l'ancien premier vice-président de la République issu de l'Unité pour le progrès national (Uprona, ex-parti unique), Bernard Busokoza, le leader du mouvement pour la solidarité et la démocratie (Msd), Alexis Sinduhije, le porte-parole du Conseil national pour la défense de l'accord d'Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la conciliation nationale et pour la restauration de l'Etat de droit (Cnared, principale plate-forme de l'opposition en exil), Jérôme Minani, ainsi que le président du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), Jean Minani. Parmi les organisations de la société civile, les mandats d'arrêt courent contre Pacifique Nininahazwe, du Forum pour la prise de conscience et le développement (Focode), Vital Nshimirimana, du Forum pour le renforcement des organisations de la société civile (Forsc), Marguerite Barankitse, de la « Maison Sharom » qui s'est rendue célèbre par la récupération et la prise en charge de plus de 10.000 orphelins de la guerre civile des années 1990 à 2000, ou encore de Me Armel Niyongere, de l'Action chrétienne pour l'abolition de la torture (Acat-Burundi). Des noms connus du monde médiatique burundais sont également sur la liste des personnes recherchées par la justice du pays, dont celui de Innocent Muhozi, l'actuel président de l'Observatoire de la presse au Burundi (Opb, organe d'autorégulation), en même temps directeur général de radiotélévision indépendante "Télé-renaissance" qui a été détruite dans la crise. D'autres personnes recherchées sont Bob Rugurika, le directeur de la célèbre Radio publique africaine (RPA) qui a été la première des médias indépendants à fermer dès le début de la crise, et Gilbert Niyonkuru, qui en était le rédacteur en chef. Le directeur de "Bonsha FM" Patrick Nduwimana, et le rédacteur en chef de "Isanganiro", Patrick Mitabaro, ainsi que les journalistes indépendants Anne Niyuhire et Arcade Havyarimana figurent également sur la liste des personnes du monde médiatique burundais poursuivies jusqu'en exil par les mêmes mandats d'arrêt internationaux. Du côté des "putschistes" de mai, on retrouve en tête de liste de hauts gradés activement recherchés, le chef des mutins et ancien patron des services spéciaux du renseignement, le général Godefroid Niyombare, ainsi que l'ancien ministre de la Défense nationale, le général Pierre Gacyubwenge ainsi que 12 autres hauts gradés de l'armée et de la police nationale. Ces mandats d'arrêt s'appliquent à un dossier de 28 présumés putschistes de mai dernier qui ont été cueillis sur place au Burundi et dont certains ont été condamnés à des peines maximales d'emprisonnement à vie. Du côté des civils moins connus, on estime à 6.000 manifestants qui ont connu ou gardent aujourd'hui encore la prison pour leur participation au « mouvement insurrectionnel » des mois d'avril à juin derniers, selon certains rapports des défenseurs des droits humains et des prisonniers au Burundi. Une mesure de grâce présidentielle, à laquelle ne sont toutefois pas éligibles les organisateurs et participants au mouvement insurrectionnel, a été annoncée, le jour du nouvel an 2016, par le chef de l'Etat burundais. La grâce qui exclut encore les délits de détention, port et usage illégaux d'armes de guerre ainsi que les viols sur des femmes et des jeunes filles, a été assortie d'un passage obligatoire par une rééducation civique des bénéficiaires.